

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/2057/Add.1
12 juillet 1951

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 18

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME - SEPTIEME SESSION

Observations des institutions spécialisées sur le projet de
Pacte international relatif aux droits de l'homme

Dans sa lettre du 26 juin 1951, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé déclarait que "les décisions prises par la Commission au cours de sa septième session ont été portées à la connaissance du Conseil exécutif de cette organisation dans le document EB8/39 et le texte de la résolution adoptée par le Conseil à ce sujet a été communiqué au Secrétaire général". Cette résolution est ainsi conçue :

LE CONSEIL EXECUTIF

1. PREND ACTE du rapport du Directeur général sur la collaboration instituée avec la Commission des droits de l'homme (Nations Unies) à propos du projet de Pacte relatif aux droits de l'homme;
2. RAPPELLE les obligations qu'impose aux Etats membres de l'OMS la Constitution de l'Organisation où il est reconnu que "la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain ..." et que "les gouvernements ont la responsabilité de la santé de leurs peuples" et "ne peuvent y faire face qu'en prenant les mesures sanitaires et sociales appropriées";

3. CONFIRME que le soin de formuler des recommandations et de prendre des mesures internationales d'ordre sanitaire en vue de la mise en oeuvre des dispositions du Pacte international relatif aux droits de l'homme fait partie des obligations imposées à l'OMS par ses Etats membres et reconnues par les Nations Unies dans leur accord avec l'OMS;

4. INVITE les Etats membres qui n'ont pas encore complètement coordonné la position qu'ils prennent dans les divers organes des Nations Unies et dans les institutions spécialisées à réaliser cette coordination, notamment à l'égard des mesures destinées à mettre en oeuvre les dispositions du projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme; et

5. PRIE le Directeur général

1) de proposer au Conseil économique et social, au cours de sa treizième session, de reviser le projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme en tenant compte des suggestions formulées par le Conseil exécutif au cours de la présente session;

2) de faire rapport au Conseil exécutif à une prochaine session sur la collaboration établie avec les Nations Unies à propos du projet de Pacte relatif aux droits de l'homme.
